

## **Contagieuse, la révolte de la jeunesse contre la crise ? Que oui !**

Depuis le samedi 6 décembre où la police grecque a froidement abattu à Athènes un adolescent de 15 ans, c'est tous les jours que lycéens, étudiants et jeunes travailleurs ont manifesté non seulement dans la capitale et à Thessalonique, les plus grandes villes du pays, mais également dans des villes plus petites et des îles.

Indignée par cet assassinat, la jeunesse grecque a laissé exploser sa colère contre la police et un gouvernement réactionnaire tout dévoué à sauvegarder les privilèges de la richesse.

### **Travailleurs floués et banques renflouées, ça ne peut plus durer !**

Si la télévision, en Grèce comme ici, a surtout braqué ses projecteurs sur des vitrines cassées et des cocktails Molotov lancés contre des CRS, il est évident que la révolte a des racines sociales. C'est celle de la « génération des 700 euros », d'une jeunesse qui vit de boulots mal payés, ou crève du chômage.

La grande masse des travailleurs est également malmenée, sous le coup d'attaques contre la sécurité sociale, contre les retraites, contre les services publics dont les budgets sont réduits ou qui sont privatisés.

D'où une dégradation sérieuse du niveau de vie, orchestrée par un gouvernement discrédité par de fracassants scandales, dont celui de juteux pots de vins versés à certains de ses membres par l'Eglise, en échange de l'octroi de vastes terrains.

Et c'est ce même gouvernement qui, face à la crise qui secoue la Grèce comme le reste du monde, vient d'annoncer un plan de sauvetage des banques de 28 milliards d'euros, l'équivalent de 4 ans de dépenses pour l'éducation ou 5 ans d'investissements pour la santé.

Elles sont là, les raisons de la colère des jeunes et de la solidarité à leur égard des classes populaires qu'on a pu mesurer par la participation massive, le mercredi 10 décembre, des travailleurs, tous secteurs confondus, à une journée de grève et manifestation (pour la deuxième fois en deux mois), contre la vie chère.

Le gouvernement de Caramanlis, de droite, par crainte d'un rapprochement entre une jeunesse révoltée et des travailleurs mécontents, avait tenté de faire annuler cette mobilisation prévue de longue date. Mais les directions syndicales aussi peu disposées qu'elles soient à un mouvement profond du monde du travail, avaient maintenu l'appel craignant probablement que le mécontentement des travailleurs s'exprime de toute façon sans elles.

### **Leurs craintes... et nos espoirs**

En France, l'éventuelle contagion que pourrait susciter dans la jeunesse les événements de Grèce préoccupe Sarkozy et son gouvernement. Ils ont lieu d'être inquiets. L'explosion de colère de la jeunesse grecque n'est pas isolée. Elle s'ajoute à d'importants foyers de révolte en Espagne et en Italie, qui sont loin d'être éteints. Et voilà des lycéens en France qui ont commencé à se mobiliser, massivement dans différentes régions, jusque dans de petites villes. Eux aussi s'opposent, non seulement à l'hémorragie des effectifs et une nouvelle réforme des lycées qui va encore pénaliser les filles et fils de travailleurs, mais à une situation générale scandaleuse où par un claquement de doigt, des dizaines de milliards sont promis aux banques tandis que des dizaines de milliers de travailleurs le sont au chômage total ou partiel.

En mai 68, c'est la révolte des jeunes qui en France avait donné le signal d'une grève générale qui a forcé un général prétendu intraitable à céder sur bon nombre de revendications...

L'histoire ne se répète pas... à l'identique. Elle peut faire mieux. Ceux qui n'ont que leur travail pour vivre sont bien plus nombreux aujourd'hui dans le monde qu'ils ne l'étaient en 1968, plus exploités encore. Ils finiront par réagir collectivement pour ne pas payer la facture de la crise. Ils se donneront les moyens d'imposer leur propre plan de sauvegarde qui fera sauter les verrous de la sacro-sainte propriété privée et des sacro-saints profits bourgeois.

La jeunesse peut-elle une nouvelle fois allumer la mèche ? Ce qui se passe dans différents pays indique que oui.

**Jamais 4 sans 5**

Renault avait annoncé depuis longtemps le passage en schéma 4 des prestataires. Ceux-ci devaient partir travailler en janvier 2009 hors site pour économiser de la place et des frais. Une semaine avant la fermeture de fin d'année, ce n'est plus seulement hors site, mais ils sont mis carrément à la porte !

Pour réduire encore davantage les coûts, la direction annonce le gel ou la suppression de plusieurs projets véhicules et la fin des contrats de la plupart des 900 prestataires de l'ingénierie.

C'est la solidarité face à la crise version Renault : plus de travail répartis entre ceux qui restent, chômage pour les autres, alors que Renault va dégager 2 milliards de profits en 2008.

**Main d'œuvre jetable**

La direction organise des formations à la rédaction des cahiers des charges pour les quelques prestations qui resteront en 2009. Il faut dire que le sujet n'est pas simple : comment acheter de la force de travail sans s'engager au delà de trois mois, sans tomber dans le délit de marchandage tout en faisant le maximum d'économie...

A quand les formations « gagner plus en faisant travailler plus » ou « sauver les profits avec la précarité » ?

**Fric Cash Flouze**

Après les CFC qui trouent la couche d'ozone, voici le FCF qui plombe le plan Ghosn. Alors qu'il y a un mois personne ne soupçonnait son existence, le Free Cash Flow (FCF) n'a désormais plus de mystère pour aucun salarié Renault. A l'aide de diapositives commentées en réunion d'UET, en amphî ou encore de vidéos sur l'intranet, tout le monde est prié de participer à la chasse aux liquidités.

Dire que Renault vient juste de verser 1 milliard de dividendes aux actionnaires. C'est vraiment bête ! Reste plus qu'à piocher dans les milliards de bénéfices accumulés ces dernières années.

**Pour un plan de relance des luttes**

Grèves chez Siemar, filiale de Faurecia près du Havre. Manifestation au conseil Régional de Rouen de travailleurs de Cléon et Sandouville. 25 000 travailleurs qui manifestent à Valladolid... Voilà des débuts de mobilisation, encore en ordre dispersé.

Il reste à les faire converger, pour construire une lutte de l'ensemble des salariés du secteur...

**Le pouvoir de dire NON**

Selon la direction, 700 salariés auraient « acté leur décision de départ ». On est encore loin des 6000 prévus dans le plan de réduction des effectifs.

Est-ce pour cela qu'un peu partout, des salariés sont sollicités par leur hiérarchie ou leur RRHP pour savoir ce qu'ils pensent du plan de départs ou s'ils ont pris rendez vous avec un consultant ?

A la DIMAT, la direction a même annoncé que pour remplir les objectifs de réduction des coûts, il faudra supprimer 10 ETP (Equivalent Temps Plein) sur 200.

Pour trouver ces fameux volontaires, il ne reste plus à la direction qu'à tenter une version Techno de la Star Ac ! Mais gare à un mauvais remake du maillon faible.

**Justice nulle part, licenciés partout !**

Le Tribunal de Grande Instance a débouté la CGT qui demandait l'annulation du plan de départs volontaires. Pour le TGI, ce seraient bien des départs volontaires et pas des licenciements comme le défendait la CGT, à condition toutefois que Renault ne finisse pas par contourner une insuffisance de volontaires... par des licenciements.

Renault supprime 6000 emplois, utilise tous les moyens de sa propagande pour pousser du monde à la porte mais ne licencie pas. Comprenne qui peut !

**Renault passe à la caisse**

Sous prétexte d'inciter les entreprises à lutter contre les accidents du travail, la CRAMIF (Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France) distribue des millions aux entreprises : pour Renault une ristourne de 2,2 millions en 2007 et de 2 millions en 2008.

Après plusieurs suicides à Guyancourt, des décès et des maladies professionnelles dues à l'amiante, des accidents graves aux presses de Flins, nos dirigeants mériteraient-ils le prix Nobel de la santé publique ?

**Profits privés, pertes publiques**

Le champion du libéralisme Carlos Ghosn a été pleurnicher à l'Elysée et à Bruxelles pour obtenir quelques milliards de fonds publics. Pendant ce temps, les suppressions d'emploi et les pertes de salaires pour les salariés au chômage technique continuent.

Voilà leur plan de relance : faire payer les travailleurs, piller les finances publiques pour sauver les profits et les actionnaires.